

ANNEXE : OPERATIONS STANDARDISEES

OPERATIONS STANDARDISEES								
Département dans lequel l'action à eu lieu	Zone climatique correspondante (H1, H2 ou H3)	Date de début de l'action	Date de fin de l'action	Référence de la fiche action standardisée	Date de la demande	Nombre d'opérations	Total des kWh cumac	Caractéristiques techniques et éléments permettant la vérification des calculs (le cas échéant spécifier appartement/maison individuelle et avant ou après 1975)
Bâtiment Tertiaire								
79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-EN-04		1	424 496	Bâtiments tertiaires de bureaux, chauffés combustibles , S ouvrants= 166,5 m ²
79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-EN-05		1	1 041 225	Bâtiments tertiaires de bureaux, chauffés combustibles , S murs= 386,169 m ²
79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-EN-07		1	1 200 000	Bâtiments tertiaires de bureaux, chauffés combustibles , S toiture= 480 m ²
79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-EQ-09		1	69 580	Bâtiments tertiaires de bureaux
79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-TH-05		1	92 840	Bâtiments tertiaires de bureaux, chauffés combustibles - S concernée= 1055 m ²
79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-TH-12		1	384 200	Bâtiments tertiaires de bureaux, une pompe de chauffage de 0,6 kW

79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-TH-25		1	70 728	Bâtiments tertiaires de bureaux, S ventilée= 421 m ²
79	H2	25/07/2011	03/04/2013	BAT-TH-26		1	200 000	Bâtiments tertiaires de bureaux, S ventilée = 625 m ²
Total des opérations standardisées (par département et total)								
79	H2					9	3 483 069	

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

INDUSTRIE

Arrêté du 19 juin 2006 fixant la liste des pièces d'un dossier de demande de certificats d'économies d'énergie

NOR : IND10607686A

Le ministre délégué à l'industrie,

Vu la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, et notamment son article 15 ;

Vu le décret n° 2006-603 du 23 mai 2006 relatif aux certificats d'économies d'énergie, notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2006 relatif aux modalités d'application du dispositif de certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2006 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie du 13 juin 2006,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La liste des pièces d'un dossier de demande de certificats d'économies d'énergie est la suivante :

1. Si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom et domicile ou si le demandeur est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ou du lieu d'exercice de son activité et la qualité du signataire de la demande ;

2. Une copie datant de moins de trois mois de l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait K *bis*) ou au répertoire des métiers, ou tout document équivalent permettant de déterminer l'activité principale exercée (code NAF) ;

3. Un descriptif de l'action et pour les personnes autres que celles soumises à obligation ou que les collectivités publiques la démonstration que l'action n'entre pas dans le champ de leur activité principale et qu'elle n'induit pas pour le demandeur de recettes directes ;

4. Une présentation des documents détenus par le demandeur qui permettent de justifier de la réalisation effective de l'action et le ou les lieux où les documents peuvent être consultés ; ces documents sont conservés par tout moyen ;

5. La date d'engagement et de fin de réalisation de l'action ;

6. Le montant des certificats demandés, exprimés en kWh d'énergie finale, avec :

– pour les opérations standardisées définies par l'arrêté du 19 juin 2006 susvisé, leur référence ;

– dans les autres cas, la présentation des hypothèses et des calculs effectués pour déterminer le montant de certificats demandé ;

– dans le cas d'action sur les propres biens du demandeur, le calcul démontrant que les économies réalisées ne compensent l'investissement effectué qu'après plus de trois ans ;

– dans tous les cas, un tableau récapitulatif du nombre d'opérations réalisées, par référence pour les opérations standardisées et par département ;

7. Dans le cas d'une action susceptible d'être invoquée par plusieurs personnes, copie de la convention conclue entre elles fixant la répartition des certificats et, dans le cas contraire, l'attestation par le demandeur qu'il est seul à pouvoir invoquer l'action. Lorsqu'il existe une convention, chaque personne, partie à la convention, doit fournir les pièces 1 et 2 susvisées.

Art. 2. – Pour une demande présentée par une personne désignée par des personnes qui se sont regroupées en application de l'article 15 de la loi du 13 juillet 2005 susvisée, le dossier de demande comporte les pièces 1 à 7 visées à l'article 1^{er} du présent arrêté pour chaque membre du groupement, les pièces 1 et 2 pour le demandeur et l'accord des membres du groupement pour désigner le demandeur.

Art. 3. – Dans le cas où la détermination du montant des certificats d'économies d'énergie demandés nécessite la réalisation d'une expertise, le préfet désigne, avec l'accord du demandeur, un expert. Le coût de cette expertise est à la charge du demandeur.

Art. 4. – Le directeur de la demande et des marchés énergétiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 2006.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la demande
et des marchés énergétiques,*

F. JACQ